la Cour, où Jonas, cette fois-ci seul avec M^e Simonis, fut le défenseur de l'imprimeur François REHM. A la dernière minute les quatre rédacteurs du « Wort » certifièrent à Rehm qu'ils étaient les auteurs de l'article du 11 janvier. Mais comme l'accusation portait sur le N^o 13 et qu'une seconde lettre des auteurs à Rehm, dans laquelle ils assumaient aussi la responsabilité de l'article du N^o 13 fut adressée trop tard, le malheureux éditeur fut condamné à deux ans de prison et aux frais du procès. Personne ne s'étonna d'apprendre que Rehm, malade, (il devait mourir peu après) recommanda à la rédaction du journal catholique d'aller se faire imprimer ailleurs. (17)

Dans la réponse de la Chambre au discours du trône prononcé à l'ouverture de la session 1852/53, les trois passages concernant la situation de l'Eglise suscitèrent de vives discussions. Sur la nécessité de conclure un nouveau Concordat, tout le monde semblait d'accord, mais non pas sur le projet demandant que la Chambre « persévérât avec fermeté dans ses précédentes décisions ». En outre les députés catholiques regimbaient contre les termes suivants : « Les tendances actuelles de l'Eglise sont inquiétantes : l'audace des hommes qu'elle accepte comme ses organes, est sans bornes et sans freins chez nous. L'Etat doit veiller à l'instruction primaire, et la part d'ailleurs légitime, que l'Eglise a parmi nous dans l'instruction, est assez grande : nous l'avons vue avec peine, dans de récentes mesures, essayer de ces moyens qui détruisent l'influence et le principe gouvernemental dans les écoles ».

Comme il fallait s'y attendre, Jonas rompit une fois de plus une lance en faveur du retour de Mgr LAURENT : en allemand pour répondre à ANDRE, en français en réponse à N. METZ. Les représentants de la droite, en invoquant un malentendu, réussirent à faire supprimer tout le passage dans lequel il est question du rôle de l'Eglise dans l'Instruction publique ; quant aux deux autres passages, 23 députés contre 19 et 1 abstention se prononcèrent pour leur maintien et, ipso facto, contre le retour de Mgr Laurent. (18)

On sait que le projet de loi portant création d'un *CREDIT FONCIER* avait d'abord rencontré la plus vive opposition parce que la Chambre désirait préalablement une réforme du régime hypothécaire et de l'expropriation forcée.

Devant la carence du gouvernement et en vue de préparer un projet de réforme, la Chambre institua le 26. 11. 1852 une Commission spéciale dont Michel Jonas (qui avait obtenu 27 voix sur 37 votants) était la cheville ouvrière. (19) Le rapport de Jonas sur la réforme hypothécaire fut achevé le 15. 1. 1853 et parut chez Victor Buck.

La Commission le vit adopter et déposer par la section centrale le 15 février. Pour entraver le projet, le gouvernement présenta et réussit à faire voter quatre jours plus tard la loi sur le Crédit foncier, par les trente et une voix des membres présents, les vingt membres de l'opposition ayant quitté la salle des séances avant le vote. Le roi